

Les oligarques russes ne sont pas près de renverser Poutine

vendredi 11 mars 2022, par [MARKUS Stanislav](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mars 2022).

Sommaire

- [Une caste apparue en deux \(...\)](#)
- [Les oligarques perdent leur](#)
- [Les trois nuances de l'oligarque](#)
- [Complices de Poutine](#)
- [Otages de Poutine](#)

En quête de moyens pour arrêter et punir Vladimir Poutine – ainsi que ceux qui l'ont soutenu et ont profité de son règne – après l'[invasion de l'Ukraine](#), le président américain Joe Biden et d'autres dirigeants mondiaux [lorgnent du côté des oligarques russes](#).

Dans son [discours sur l'état de l'Union](#), Joe Biden les a pointés du doigt, promettant de « saisir (leurs) yachts, appartements de luxe, jets privés ». « Nous venons chercher vos biens mal acquis », a-t-il déclaré.

Au Royaume-Uni, ce sont en tout onze Russes richissimes qui ont été ou seront personnellement [sanctionnés](#).

[Qui sont ces oligarques](#), quelle est leur relation avec Poutine ? Et, plus important encore, s'attaquer à leurs richesses peut-il aider à mettre fin à la guerre en Ukraine ?

Une caste apparue en deux temps

En tant que [chercheur](#) spécialiste des marchés émergents, de la stratégie d'entreprise et de l'économie politique post-soviétique, [j'ai étudié les oligarques de près](#).

Ils constituent une élite commerciale ultra-riche, détentrice d'un pouvoir politique disproportionné. Cette caste est apparue en deux temps.

La première vague d'oligarques est née des [privatisations des années 1990](#), en particulier des ventes au comptant des plus grandes entreprises russes d'État, après 1995. Le tout dans un contexte de corruption de grande ampleur. On se souvient par exemple de la tristement célèbre opération [« prêts contre actions »](#), qui a permis à des magnats choisis par le pouvoir de prendre des participations dans douze grandes entreprises d'État, en échange de prêts destinés à consolider le budget fédéral.

Le gouvernement a délibérément fait défaut sur ces prêts, permettant à ses créanciers – les futurs oligarques – d'acheter au rabais les participations dans de grandes sociétés telles que Ioukos, Lukoil et Norilsk Nickel.

L'administration de Boris Eltsine, alors président, a ainsi enrichi un petit groupe de magnats en vendant les bijoux les plus précieux de l'économie soviétique, avec une forte décote.

[L'accession au pouvoir de Poutine en 2000](#) a permis l'émergence de la deuxième vague d'oligarques par le biais de [contrats d'État](#). Les fournisseurs privés dans de nombreux domaines tels que les infrastructures, la défense et les soins de santé surfacturaient leurs services au gouvernement, offrant au passage des pots-de-vin aux fonctionnaires impliqués.

Poutine a ainsi enrichi une nouvelle légion d'oligarques qui lui doivent aujourd'hui leurs énormes fortunes.

Les oligarques perdent leur pouvoir politique mais conservent leurs richesses

Dans les années 1990, ceux-ci exerçaient une grande influence au Kremlin et pouvaient même parfois [dicter la politique russe](#). Sous Eltsine, de nombreux oligarques ont occupé des postes au sein du gouvernement. [Les anecdotes abondent](#) sur les coffres remplis d'argent liquide transportés au Kremlin en échange de faveurs politiques.

Mais depuis que Poutine est aux affaires, c'est lui qui mène la barque. L'ancien officier du KGB a proposé un [accord](#) aux oligarques : ils se tiennent éloignés de la politique, et en échange le Kremlin ne s'occupe pas de leurs affaires et ferme les yeux sur leurs profits, souvent acquis illégalement.

La déception populaire à l'égard des privatisations des années 1990 a par ailleurs facilité cette reprise en main dans les années 2000. Le Kremlin de Poutine a exercé des pressions politiques sur les oligarques dans des secteurs stratégiques tels que les médias et les ressources naturelles, afin qu'ils revendent des participations majoritaires à l'État.

Poutine a également adopté des lois qui accordent un traitement préférentiel aux prétendues [entreprises publiques](#). Ces mesures ont permis au Kremlin de renforcer son contrôle sur l'économie et sur les oligarques.

Les trois nuances de l'oligarchie

Aujourd'hui, [trois types d'oligarques](#) se distinguent par leur proximité avec le pouvoir.

Tout d'abord, les amis de Poutine, qui sont personnellement liés au président. De nombreux proches du président russe - en particulier [ceux de Saint-Pétersbourg](#) où Poutine est né et a grandi, ainsi que ceux du KGB - [se sont considérablement enrichis](#).

Parmi les oligarques que Poutine a connus à Saint-Pétersbourg figurent [Iouri Kovaltchouk](#), souvent appelé le « banquier personnel » de Poutine, [Guennadi Timtchenko](#), fondateur de la société de commerce d'énergie Gunvor, et les frères [Arkadi](#) et [Boris Rotenberg](#), qui possèdent des actifs dans la construction, l'électricité et le pétrole. Toutes ces personnes sont visées par les sanctions occidentales.

Le deuxième groupe comprend les dirigeants des services de sécurité, de la police et de l'armée russes - connus sous le nom de « [siloviki](#) ».

Ils ont également tiré parti de leurs réseaux pour amasser des fortunes. Certains de ces « silovarques » sont d'anciens officiers de renseignement du KGB, et actuellement du FSB (Service

fédéral de sécurité de la Fédération de Russie).

Ces hommes observaient jalousement le pouvoir et la richesse des oligarques de l'ère Eltsine et les ont obtenus sous Poutine. Le leader informel des siloviki est [Igor Setchine](#), président du géant pétrolier Rosneft, souvent désigné comme la personne la plus puissante de Russie après Poutine.

Enfin, la plupart des oligarques russes n'ont pas de liens personnels avec Poutine, l'armée ou le FSB. En effet, certains d'entre eux sont ceux des années 1990. Si Poutine a écrasé les oligarques politiquement gênants ou récalcitrants après son arrivée au pouvoir, il n'a pas cherché à « éliminer systématiquement les oligarques en tant que classe », comme il l'avait promis lors de sa première campagne électorale.

Des hommes tels que Vladimir Potanine et Oleg Deripaska, qui ont fait fortune dans les années 1990, figurent ainsi dans la listes des Russes les plus riches aujourd'hui.

Complices de Poutine

Il ne faut pas s'y tromper : quelle que soit la catégorie dont ils relèvent, ces oligarques ont aidé Poutine à rester au pouvoir, par leur docilité politique et leur soutien économique aux initiatives du Kremlin.

En outre, mes recherches montrent que les oligarques ont parfois utilisé leur richesse pour influencer les politiciens d'autres pays.

Ainsi, en 2014, la banque russe FCRB a [prêté 9,4 millions d'euros](#) au parti d'extrême droite de Marine Le Pen, qui s'appelait encore à l'époque le Front national, créant ainsi une dette politique de cette formation envers la Russie.

En 2016, Lukoil, la deuxième plus grande compagnie pétrolière russe, a payé une amende gouvernementale de 1,4 million de dollars pour Martin Nejedly, un conseiller clé du président tchèque, lui permettant de conserver son poste influent. Cela a contribué à faire du président Milos Zeman « [l'un des plus ardents sympathisants du Kremlin parmi les dirigeants européens](#). »

Certains oligarques semblent lancer de leur propre initiative des transactions géopolitiques d'envergure pour s'attirer les bonnes grâces du Kremlin. S'il est difficile d'établir des liens de causalité directs entre ce que j'appelle le « volontariat géopolitique » des oligarques et les politiques pro-Kremlin de leurs bénéficiaires, il existe des preuves empiriques solides montrant que le financement des oligarques facilite l'adoption de positions pro-Poutine hors Russie.

En outre, [mes recherches](#) suggèrent que l'utilisation d'intermédiaires qui se proclament apolitiques, comme les sociétés privées, constitue une stratégie clé permettant à des États tels que la Russie de masquer leurs tentatives d'influence politique.

Otages de Poutine

Cela nous amène à la question qui préoccupe la plupart d'entre nous : les [lourdes sanctions contre les oligarques](#) pourraient-elles les inciter à abandonner Poutine ou à infléchir le cours de la guerre ?

Certains oligarques s'expriment déjà contre cette invasion. Citons le président d'Alfa Group, [Mikhail Fridman](#), et le magnat des métaux, [Oleg Deripaska](#), qui ont tous deux été sanctionnés par l'Occident.

Lukoil a également appelé à la fin de la guerre. Bien que cette entreprise ne soit pas actuellement soumise à des sanctions directes, les négociants en pétrole évitent déjà ses produits par anticipation.

Je pense que nous verrons les oligarques s'opposer de plus en plus vivement à la guerre. À tout le moins, leur volonté de faire le sale boulot du Kremlin en essayant d'influencer les politiques occidentaux devrait considérablement diminuer.

Mais il y a deux limites déterminantes à leur capacité d'influence sur Poutine.

D'une part, les oligarques ne coopèrent pas entre eux et agissent en ordre dispersé. Au sein du « [capitalisme piranha](#) » qui prévaut en Russie, ces milliardaires se trouvent en rivalité pour obtenir les largesses du gouvernement. Dans cette optique, c'est leur survie individuelle face au Kremlin qui a toujours été le moteur de leur action. Or il s'agirait aujourd'hui de défendre leurs intérêts communs - la levée des sanctions. Le Kremlin a de son côté promis un soutien de l'État aux entreprises sanctionnées, notamment dans le secteur bancaire.

Plus important encore, c'est le pouvoir des armes, et non celui de l'argent, qui domine au Kremlin aujourd'hui. Tant que Poutine gardera le contrôle sur les siloviki - les officiers de l'armée et des services de renseignement, actuels et anciens, proches de Poutine - les autres oligarques resteront, à mon avis, les otages de son régime.

Les généraux sont plus susceptibles d'influencer Poutine que les oligarques. Et un effondrement économique du pays pourrait être encore plus convaincant...< !—>

<http://theconversation.com/republishing-guidelines> —>

[Stanislav Markus](#), Associate Professor of International Business, [University of South Carolina](#)

P.-S.

• The Conversation. Publié : 10 mars 2022, 21:34 CET • Mis à jour le : 11 mars 2022, 05:54 CET.

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

[Stanislav Markus](#), [University of South Carolina](#)

• Avant de partir...

Depuis cinq ans, The Conversation France tient sa promesse : produire une information responsable grâce à une collaboration unique entre universitaires et journalistes. Pour nous soutenir, [faites un don mensuel pour nous soutenir](#).

Fabrice Rousselot
Directeur de la rédaction